

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Mise à jour sur la sécurité alimentaire

Août 2021

Les zones nord-est et centre-est en insécurité alimentaire de Crise (Phase 3 de l'IPC)

MESSAGES CLÉS

- Les préparatifs pour le démarrage de la saison agricole A 2021-2022 dans le nord-est et le centre-est du pays s'annonce timide du fait de la faible disponibilité d'intrants auprès des agriculteurs, notamment les semences, consécutive à la faible production de la saison précédente. Dans ce contexte, les récoltes saisonnières qui seront encore inférieures à la moyenne des cinq dernières années sont attendues en janvier 2022.
- Depuis que le gouvernement a décrété l'état de siège dans les provinces du Nord Kivu et d'Ituri, on assiste à un changement du mode opératoire des groupes armés qui agissent sous forme de guérillas dans plusieurs villages et attaquent par surprise les populations. Selon OCHA, environ 606,000 personnes se sont déplacées dans ces provinces durant les 3 derniers mois. Ces nouveaux déplacements rendent encore plus difficile, la situation des ménages qui abandonnent leurs moyens d'existence typiques en période de reprise agricole.
- La période de soudure connaîtra son pic en novembre et les récoltes de la saison arriveront en janvier 2022. Certaines zones de conflits à l'est du pays resteront en insécurité alimentaire de Crise (Phase 3 de l'IPC). En revanche, le centre-est et le sud-est, avec des territoires ayant connu une campagne agricole complète sans perturbation seront en situation de Stress (Phase 2 de l'IPC). Les zones du Nord qui ne connaissent aucun déficit alimentaire seront en situation Minimale (Phase 1 de l'IPC).

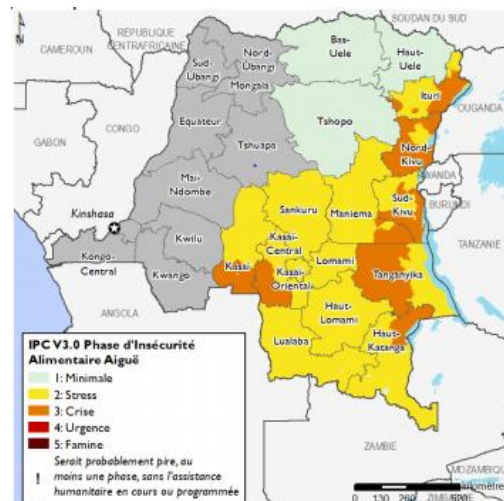
SITUATION ACTUELLE

Situation COVID-19 : La situation de la pandémie de COVID-19 continue à être préoccupante bien qu' à l'échelle nationale, le nombre des nouveaux cas enregistrés par jour est en baisse. En effet, la moyenne de nouveaux cas enregistrés par jour a diminué allant de 200 à 90 cas durant les 14 derniers jours.

L'épicentre de la pandémie s'est déplacé vers l'est du pays (Goma, Bunia, Bukavu, Butembo) et le gouvernement a décidé le ralentissement de certaines mesures barrières à Kinshasa notamment l'ouverture des bars, des salles de fête et des restaurants. Les statistiques publiées le 20 août font état de 54,009 cas confirmés depuis le début de la pandémie.

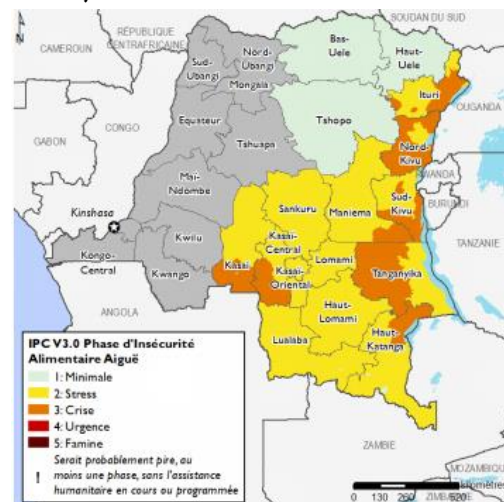
La campagne de vaccination a repris le mardi 17 août avec le vaccin Astra Zeneca. Ces activités ont été arrêtées depuis le 10 juillet 2021 par manque de vaccins. Cependant, en date du 13 août, la RDC a reçu un lot de 51 000 doses du vaccin cité pour une population

Résultats projetés de la sécurité alimentaire, août à septembre 2021



Source: FEWS NET

Résultats projetés de la sécurité alimentaire, octobre 2021 à janvier 2022



Source: FEWS NET

La manière de classification que FEWS NET utilise est compatible avec l'IPC. Une analyse qui est compatible avec l'IPC suit les principaux protocoles de l'IPC mais ne reflète pas nécessairement le consensus des partenaires nationaux en matière de sécurité alimentaire.

estimée à 103 millions d'habitant. Notons que seules environs 81,910 personnes (0,8% de la population totale) ont été vaccinées dans 13 provinces sur les 26 que compte la RDC.

Cette crise du COVID-19 et les mesures prises contre elle ont affecté la croissance économique du pays, réduisant les opportunités d'accès aux moyens d'existence des ménages pauvres, notamment dans les centres urbains. Une étude effectuée en juillet 2021 par la Fédération des Entreprises du Congo (FEC), en collaboration avec le Fonds pour l'inclusion financière (FPM) a révélé que 71% des entreprises ont connu une baisse importante de leurs revenus, les résultats de cette nouvelle enquête démontrent que les entreprises continuent à enregistrer des effets négatifs de la COVID-19 sur leurs affaires.

Activité de pêche sur les rivières Kasai et Tshikapa et affluents : Dans la première décade du mois d'août 2021, les activités de pêche constituant un des moyens d'existences pour les riverains ont été interdites sur les rivières Kasai et Tshikapa par les autorités locales. En effet, selon les informations relayées par les autorités locales les produits toxiques déversés accidentellement dans les affluents des rivières Tshikapa et Kasai ont pollué les eaux et détruit la faune ichthyologique. Cette pollution des eaux aurait comme origine Catoca, une mine de traitement de diamants localisée en Angola. La pollution des eaux et la destruction de la faune aquatique affecte les populations riveraines des localités d'Ilebo, Dibaya, Lubwe et les villages longeant ces rivières et leurs affluents. La population riveraine a été exhortée à s'abstenir de boire ou d'utiliser les eaux de ces rivières et de ne pas consommer les poissons morts venant de ces rivières jusqu'à nouvel ordre. Le PRONANUT (Programme national de Nutrition) estime que cette situation pourra exacerber la prévalence déjà élevée de la malnutrition dans cette zone vue que les poissons constituent la principale source de protéines animales dans ces localités.

Peste de petits ruminants (PPR) : Selon le ministère de l'Agriculture, la PPR a été déclarée le 16 août 2021 dans les territoires de Kailo et Pangi dans la province du Maniema et dans les territoires de Luiza, Dimbelenge et Dibaya dans la province du Kasai Central. Les autorités locales estiment que cette épizootie a occasionné la perte des milliers d'animaux dans un contexte où la disponibilité des vaccins fait défaut. Cette situation pourrait avoir un impact sur l'économie des ménages dans ces territoires car les petits ruminants comme la chèvre est considérée comme la sécurité financière et ne peut être vendue que dans les conditions pour accéder à la nourriture deviennent difficiles et aussi pour acheter les biens d'autres biens ou pour payer les soins médicaux.

Conflits et Mouvements de population et contexte humanitaire : L'état de siège dans les provinces de l'Ituri et du Nord-Kivu a été renouvelé pour la cinquième fois. Le Président Felix Tshisekedi a prolongé l'état de siège dans les provinces de l'Ituri et du Nord-Kivu pour la cinquième fois, et il est prévu que l'Assemblée Nationale redéfinisse le décret d'urgence pour qu'il reste en vigueur indéfiniment; si cela n'est pas fait avant l'expiration de la prolongation de l'actuelle, il sera encore renouvelé.

L'état de siège a réduit le nombre d'attaques de militants ayant entraîné la mort de civils par rapport aux trois mois précédents. La diminution du nombre d'incursions meurtrières s'est accompagnée d'une prise réussie par les forces de l'État des localités tenues par les militants, dont au moins 20 villages dans la province d'Ituri et plus d'une douzaine dans le Nord-Kivu. La mise en place de bataillons et d'avant-postes d'intervention rapide aurait empêché la reconquête de tout village par les ADF ou un autre groupe militant, ce qui indique que l'intervention fonctionne.

Depuis 2020, les ADF migrent de plus en plus du Nord-Kivu vers l'Ituri, et cette tendance s'est accélérée depuis l'entrée en vigueur de l'état de siège. Les ADF vont probablement continuer à réduire leur activité au Nord-Kivu et à déplacer leur principale base d'opérations vers l'Ituri - en particulier le territoire d'Irumu. Le déplacement du groupe vers la province d'Ituri reflète probablement le renforcement des ressources militaires dans les zones plus éloignées du territoire de Beni, dans la province du Nord-Kivu.

Actuellement, en Ituri, l'état de siège s'est concentré sur la lutte contre le groupe militant ethnique CODECO dans le territoire de Djugu. Il est probable que nous verrons les ADF réussir à capturer des villages à court terme avant que les militaires ne concentrent leurs efforts sur le territoire d'Irumu après avoir terminé les opérations à Beni.

Les conflits multiples continuent à forcer des nombreux Congolais à fuir les foyers de conflits pour se déplacer vers les zones plus sécurisées. Les provinces de Nord et Sud Kivu, l'Ituri et le Tanganyika ont connu les mouvements des populations de juin à août 2021 et selon les statistiques de OCHA, plus de 88 pourcents de ces populations déplacées vivent dans les familles d'accueil. Cette situation met la pression sur la capacité du ménage d'accueil à répondre adéquatement à leurs besoins alimentaires, qui en plus de se prendre en charge doivent aussi assister les personnes déplacées malgré la petitesse de leurs moyens d'existence.

Dans le Tanganyika : On observe la présence d'environ 81 506 personnes nouvellement retournées et non accompagnées par un programme de réinstallation sur les 104 000 personnes déplacées ces derniers mois à la suite des conflits

intercommunautaire à répétition entre les Bantous et les Twa, dans les quatre territoires du Tanganyika (Kalemie et Manono) et du Haut-Katanga (Pweto et Mitwaba), et des opérations militaires en cours des FARDC contre les groupes armés.

Dans le Sud-Kivu : Au Sud-Kivu, en plus des violents affrontements entre groupes armés dans les hauts plateaux de Minembwe s'ajoutent des tensions communautaires dans les hauts plateaux de Kalehe au nord de la province. Selon OCHA, cette province compte 1.4 millions des personnes déplacées. Au cours de 3 derniers mois, 182 000 personnes déplacées internes ont été enregistrées. Depuis le mois de juin dernier, les tensions sont perceptibles entre les différents groupes armés et les FARDC, ces derniers ont lancé plusieurs appels aux groupes armés de déposer leurs armes. Cette situation pourrait dégénérer en une confrontation armée au cas où les groupes armés ne répondraient pas à l'appel lancé par le haut commandement des FARDC.

SUPPOSITIONS MISES À JOUR

Les révisions des hypothèses utilisées pour développer le scénario le plus probable de FEWS NET pour les [perspectives de la sécurité alimentaire en RDC de juin 2021 à janvier 2022](#) incluent :

- **Conflits et mouvement des populations :** Dans la mesure où l'état de siège pourra se prolonger indéfiniment, FEWS NET s'attend à ce que le conflit entre les ADF et l'armée s'intensifie. Un état de siège prolongé permettrait probablement de réaliser des progrès significatifs dans le programme de désarmement, démobilisation, relèvement communautaire et stabilisation (PDDRC-S).
- Avec le soutien du Kenya et des états unis, la situation dans la zone pourrait évoluer positivement. La mise en place de bataillons et d'avant-postes d'intervention rapide aurait empêché la reconquête des villages par les ADF ou par les autres groupes rebelles. Avec la migration des ADF vers l'Ituri, il est probable que ces derniers réduisent leurs activités au Nord-Kivu et déplacent leur principale base d'opérations vers l'Ituri – en particulier le territoire d'Irumu. Avec le renforcement des ressources militaires dans les zones plus reculées du territoire de Beni qui ont produit le déplacement des groupes rebelles vers la province de l'Ituri ; les ADF conserveront une présence moindre au Nord-Kivu dans les mois à venir et continueront à mener des attaques, mais probablement à un niveau considérablement réduit.
- **Dans les autres zones des conflits :** où l'intensité de conflit est restée similaire aux deux derniers mois et continue à perturber les moyens d'existence des populations dans les provinces du Sud-Kivu, Kasai, Kasai Central, Maniema et Tanganyika, notamment en cette période de reprise de la saison agricole, la situation sécuritaire restera au statu quo durant le reste de la période de scénario avec des défis importants sur la reprise de la saison agricole en cours.
- **Activités de pêche sur les rivières Kasai et Tshikapa :** Avec la pollution des rivières et l'interdiction des populations de pratiquer la pêche (CD26), on s'attend à une baisse importante des revenus des ménages vivant essentiellement de la pêche comme activité de subsistance.
- **Prix des denrées de base et fonctionnement des marchés :** En dépit des variations localisées basées sur la dynamique de l'offre et de la demande observées dans certaines zones du pays, les prix des principales denrées alimentaires importées, et locaux resteront stables globalement en ce mois d'août avec des variations typiques saisonnières sur certains marchés à partir de septembre et une stabilité de la monnaie locale.
- **Peste des petits ruminants (PPR) :** Avec la présence de cette maladie virale qui affecte les bovins et les ovins, déclarée en ce mois d'août dans les territoires de Kailo et Pangi au Maniema et Luiza, Dimbelenge et Dibaya au Kasai Central, on s'attend à des pertes importantes au niveau du cheptel paysan avec des répercussions sur leurs revenus, en ce début de la période de soudure, au cours de laquelle la vente d'animaux constitue une source de revenus sûre pour subvenir aux besoins alimentaires et non alimentaires.
- **Etat des routes et flux commerciaux :** Le mauvais état des routes de desserte agricole, qui pourrait se détériorer avec les fortes pluies de septembre à décembre, continuerait à limiter les approvisionnements des marchés en denrées alimentaires, et rendrait ainsi difficile l'accessibilité des territoires.

PERSPECTIVE ESTIMÉE JUSQU'EN JANVIER 2022

La récolte de la saison B étant inférieure à la moyenne dans la plupart des zones de la partie centre-est et sud-est du pays, du fait des faibles superficies emblavées et des conditions agro climatiques moins performantes par endroits, le niveau des stocks des ménages ne pourrait atteindre la moyenne de deux mois de consommation. De ce fait, une période de soudure

précoce est attendue en début septembre. Cela pourrait susciter au niveau des ménages pauvres, le recours aux stratégies de survie de plus en plus dommageables et quelques fois irréversibles comme la vente des actifs productifs, la réduction du nombre de repas quotidien et bien d'autres. Les ménages qui ont perdu leurs moyens d'existence à cause des conflits en Ituri, au Nord Kivu, au Sud Kivu et dans une bonne partie de Tanganyika resteront en situation de Crise (Phase 3 de l'IPC), certaines populations notamment les déplacées qui n'ont pas eu accès à la terre dépendront de l'assistance humanitaire qui pourra améliorer leur niveau de consommation alimentaire. Les récoltes vertes de décembre qui vont améliorer la consommation alimentaire des ménages sans forcément changer la phase de la zone. Les zones du centre-est resteront en situation de Stress (Phase 2 de l'IPC) jusqu'à la fin de la période de scénario pour avoir connu une campagne agricole complète en saison B leur donnant accès à leur propre production. Malgré la présence des réfugiés des pays voisins (RCA et Sud Soudan) dans les provinces du nord, habituellement plus stables resteront en Minimal (Phase 1 de l'IPC), car ne connaissant pas de déficit alimentaire.

Les ménages dépendant de la pêche et qui sont affectés par la pollution des eaux des rivières pourront recourir à d'autres opportunités économiques. En revanche, ceux dont l'élevage est frappé par la peste des petits ruminants vont se focaliser plus sur les activités agricoles. Cependant, ces dernières pourront connaître une baisse des revenus qui va affecter leur consommation alimentaire jusqu'aux prochaines récoltes. Et de ce fait, ils seront en Stress (Phase 2 de l'IPC).

A PROPOS DE CE RAPPORT

Cette mise à jour sur la sécurité alimentaire est un rapport sur les conditions actuelles et des changements sur les perspectives projetées de l'insécurité alimentaire dans ce pays. Il met à jour les Perspectives sur la sécurité alimentaires de FEWS NET qui est publié trois fois par année. Pour en savoir plus sur le travail, [cliquez ici](#).